

<http://divergences.be/spip.php?article2897>



René Lapierre

# Québec, La juste part.

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2012 - NÂ° 31. Juillet 2012 - Français - INTERNATIONAL -

Date de mise en ligne : dimanche 8 juillet 2012

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

La pauvreté n'est pas un accident, elle est une cohérence et une continuité.

En l'occurrence la juste part que le duo Bachand/Beauchamp réclame aux étudiants ne relève pas seulement de la rhétorique bidon mais du cliché : regarde, disent les parents affligés à leur insatiable rejeton, tout ce qu'on fait pour toi. Ce drame domestique s'appuie sur la prétendue insolvabilité à laquelle nous, citoyens, serions parvenus à force de tout attendre d'un État qui, lui, serait devenu exsangue à force de tout donner. Insolubles et déraisonnables entre tous, bien sûr : les étudiants. Et la ministre de prendre à témoin le contribuable, n'est-ce pas que vous en faites assez madame, monsieur ?

Les journaux répètent en général l'argument sans y penser. Oui, monsieur-madame en ont leur claque. Non, ils n'ont plus d'argent à donner aux étudiants. Non, ils n'en peuvent plus.

Bien entendu la ministre ne leur demande pas s'ils ont des sous à donner au prolongement de la 30, au pont de la 25, au plan Nord, aux dépassements de coûts, au coulage, aux enveloppes brunes, aux employeurs qui décampent au petit matin blême, aux mégahopitaux, à Gentilly II, au gaz de schiste, à l'échangeur Turcot, au registre électronique de la santé, à la Caisse de dépôt, aux primes de départ pour des départs fictifs, aux nouveaux campus et à la course aux investissements immobiliers, sans parler des soins dont on entoure les cadres supérieurs dans toutes les entreprises d'état, depuis les universités jusqu'aux ministères en passant par les dédales de la sous-traitance et des budgets spéciaux. Et je ne dis rien du fédéral, et je ne dis rien du privé. Mais devant nos yeux tout ça se passe en même temps, tout s'accumule et s'aggrave, et au lieu de protéger ses concitoyens le gouvernement en remet, par négligence, par incurie, par incompetence et par lâcheté. Le jour même (4 avril 2012) où Radio-Canada rapportait que « le non-remboursement des prêts étudiants avait augmenté de 80% », elle nous apprenait dans la manchette voisine (fronton de page web, juste au-dessous de l'autre nouvelle) que SNC-Lavalin refilait une prime de départ de 4.9 millions à son président disgracié.

La juste part, j'oubliais.

On va en parler un peu, voulez-vous ? Dans la société telle que nous la connaissons depuis deux siècles, leur juste part les étudiants la font comme vous n'en avez pas idée. En l'an de grâce 2012, jour après jour depuis la maternelle, semaine après semaine durant des années, parfois des décennies, ils avalent dans des écoles mal financées, avec une bonne volonté incroyable, les consignes de normalité et d'insertion sociale dont l'indice de productivité et le PIB de la province ont besoin pour faire plaisir aux banques. Jour après jour, au moyen de programmes mal fichus, devant des profs aussi mal soutenus que volontaires, ils font ce qu'on leur demande de faire, miraculeusement. Vous trouvez que j'en mets trop, que je mêle tout ? Vous n'avez rien vu.

Vous n'avez pas idée à quel point nous sommes en colère ; vous n'avez pas idée à quel point nos étudiants veulent donner et ouvrir, à quel point ils peuvent aider là où vous ne voyez que des perturbateurs et des nuisances, des boycotteurs, des casseurs de lunettes, des irresponsables et des mauvais payeurs. On s'entend-tu que ça dérape ? Et c'est vous qui parlez d'égalité des chances ?

Où est-elle, l'égalité ? Il n'y a pas si longtemps, les politiciens s'adressaient aux gens comme à des citoyens. Libéraux ou péquistes, ça s'est vu. Et puis dans les 30 dernières années ça s'est gâché : ils se sont mis à leur parler comme à des électeurs, puis à des consommateurs, puis à des payeurs de taxes, et maintenant, au plus bas de l'échelle des platitudes, à s'adresser à eux en masse, en tant que salariat.

Qu'est-ce que le salariat, au regard de l'état présent de la politique ? Tout simplement une force de travail dont les emplois n'ont plus aucune importance qualitative, et dont on retient politiquement et économiquement la seule et massive disponibilité. Ce n'est plus en termes de participation ou d'identification à une production que le salariat traverse les politiques gouvernementales, mais en tant que lien anonyme, générique, entre des gestionnaires (feus les employeurs) ou des corporations (feus les biens et services, le travail matériel) et le « marché ». Lien de préférence

précaire, parce que ce n'est plus au citoyen qu'on songe quand on crée des emplois mais au bénéfice de la corporation qu'on invite à coups d'incitatifs ruineux à « s'installer chez nous ». Et c'est ce qu'elles font en effet. Le salariat est prêt à tout ; une fois qu'on lui a coupé trois fois son salaire pour permettre à la compagnie de contenter ses actionnaires, qu'on lui a chipé ses vacances, ses assurances et si possible son fonds de retraite, qu'on a cassé son syndicat, fichu la vie de sa famille en l'air, il dira oui à tout. L'employeur partira de toute façon 10 mois plus tard, et aussitôt le gouvernement annoncera « c'est chaque fois la même chose » qu'il va « tout mettre en œuvre » pour venir en aide à la compagnie. Pas aux employés, jamais aux employés ; à la rigueur aux salariés, à condition qu'ils soient prêts en tant que salariat à d'autres sacrifices. Jamais on ne parlerait à un être humain de cette façon. C'est pour ça précisément qu'on s'adresse à son salaire, encore chanceux qu'il en ait un, n'est-ce pas madame-monsieur, que vous êtes contents d'avoir encore un salaire, et que vous êtes fâchés que les étudiants ne veuillent pas faire leur juste part ?

Quand les politiciens ne font que « gérer » la crise, en niant pour commencer que le bateau coule, et en organisant pour que ça ne se voie pas trop une société de loteries, de mines à ciel ouvert, de privilèges discrétionnaires et de protection armée des injustices, ce n'est plus la lutte des classes c'est la guerre. Quand les flics chargent à coups de matraques et de fumigènes les étudiants, ils ramènent l'ordre dont le gouvernement a besoin pour finir sa journée, pour tenir son point de presse et rassurer fictivement le salariat jusqu'à la prochaine tuile. Tu parles d'un avenir. C'est pourtant de celui-ci que les étudiants parlent, et que la foule des citoyens qui ne sont pas encore morts de peur, ou de fatigue, ou d'écoeurement, parle avec eux. C'est très exactement de ces personnes-là « et de tout ce qui chez elles n'a pas pu être aplati ou abusé, ou acheté » que le trio Beauchamp-Bachand-Charest fait semblant de ne rien entendre. Ça va faire.

Chaque fois qu'elle parle de la grève étudiante, la ministre de l'éducation continue de la traiter comme une petite affaire d'argent, en expliquant aux grévistes qu'ils doivent faire leur part, et ne pas alourdir davantage le fardeau des contribuables. La question s'est officiellement ramenée, dans son esprit, à une pointe de tarte fiscale : vous savez, une fois qu'on a compté les crédits d'impôt ça fait pas 1625, ça tombe à 1150 !

Vous voyez bien que ma porte est ouverte !

Certainement, on voit.